



## Préparation de la rentrée 2008 dans le Haut-Rhin

# DÉCLARATION

(CDEN du jeudi 26 juin 2008)

## CARTON ROUGE !!!

Messieurs le Préfet, le Président du Conseil Général du Haut-Rhin, l'Inspecteur d'Académie, Mesdames, Messieurs les membres du CDEN.

Nous avons lors des derniers CTPD et CDEN dénoncé et démontré l'insuffisance des moyens attribués à notre département. La légitimité de notre « ambition pour l'éducation » s'est concrétisée par le vote d'un avis du CDEN « demandant l'octroi de moyens supplémentaires » à la rentrée 2008.

Les ajustements proposés dans le CDEN de ce jour répondent-ils aux inquiétudes et aux demandes des écoles et des collèges du département ?

Force est de constater que ce n'est pas le cas tant pour le 1<sup>er</sup> degré que pour le second.

**Dans le 1<sup>er</sup> degré**, Après le CTPD du 24 juin restent encore 16 nouvelles fermetures au mépris des personnels titulaires qui ne pourront plus participer au mouvement et de trop nombreuses situations à suivre. Pour ces écoles, la désorganisation engendrée par cette attente montre le peu d'égard porté envers les élèves, les parents, les élus et les enseignants.

La rentrée prochaine verra la mise en place de la « fameuse » nouvelle politique pour l'école élémentaire.

**Politique qui est une déstructuration sans précédent de l'Ecole Publique** avec :

- les nouveaux programmes très controversés et rejetés par le Conseil Supérieur de l'Education
- les stages de remise à niveau pendant les vacances scolaires sans se préoccuper des conditions de réalisation, notamment dans les écoles rurales et dans les espaces périurbains.
- la mise en concurrence des écoles avec la publication à l'ensemble de la population des résultats des évaluations
- l'avenir incertain des RASED
- la réduction hebdomadaire de 2h d'enseignement pour tous les élèves.

Avec 24h pour certains, 24h + 2 pour d'autres, **c'est la mise en place d'un service public à géométrie variable consacrant une rupture insidieuse mais réelle du principe d'égalité de l'école primaire, fondement du service public.**

C'est aussi moins d'école dans l'école, et des actions extérieures au temps de classe.

Alors qu'une des revendications des personnels et des parents « le plus de maîtres que de classes » permettrait la prise en charge de la difficulté scolaire pendant les heures de classe.

De plus, vous avez organisé 2 réunions d'informations séparées pour la mise en place des 60h dédiées à l'aide personnalisée ou au travail en petits groupes.

Une première avec les syndicats signataires, une deuxième avec ceux qui n'ont pas signé, **nous dénonçons votre conception particulière du paritarisme.**

**Dans le second degré**, comme nous le laissions entendre lors du CTP de mars les prévisions d'effectifs sous estimaient la réalité. Le document le reconnaît (100 élèves en plus...) et admet que les « effectifs sont stables » par rapport à l'année dernière. L'argument, usé jusqu'à la corde, de la baisse démographique pour justifier les suppressions de postes ne tient plus. **Les 46 postes supprimés dans le département (soit l'équivalent de 828h = à la DHG d'un gros collègue)** vont manquer à tous les élèves en générant des difficultés tant pour l'organisation des services des personnels, que pour la pérennité de projets pédagogiques. Les HSA en augmentation ne correspondent pas aux attentes des personnels et font souvent l'objet d'un refus légitimé par le respect des décrets de 50 qui n'oblige qu'à une seule heure supplémentaire. Dans ces conditions il est difficile pour chaque établissement de préparer la rentrée dans de bonnes conditions : ici c'est une classe voire plus qui manque, là ce sont des effectifs qui augmentent au-delà des seuils que vous avez fixés et partout des interrogations sur la validité des dispositifs affichés ( SCOLENA, DAP, Accompagnement éducatif) alors que la machine à fabriquer les inégalités scolaires, sociales et spatiales est entretenue par les suppressions de postes et la logique comptable.

**Il y a certes des ajustements qui correspondent à des besoins et à des luttes** mais ils sont **loin de nous satisfaire tant ils laissent sans réponse** les attentes des personnels et des familles. Ainsi quid de la situation à Guebwiller, à Orbey, à Lutterbach et dans la majorité des collèges du département, notamment des ZEP ?

**Dans le second degré, hélas, la situation va s'aggraver : plus d'inégalités et plus d'échecs.**

**La libéralisation de la carte scolaire**, que deux inspecteurs généraux dans un rapport récent jugent ainsi : « *Elle renforce les inégalités scolaires, sociales et spatiales* », produit aussi ses effets dans notre département. Le collège de Sierentz (1<sup>ère</sup> localité pour le PIB moyen dans le 68), attire cette année 17 élèves relevant jusqu'à présent du secteur de Village Neuf. Conséquences : toutes les classes de 6<sup>e</sup> seront à 28 (ou plus). Outre le respect de l'égalité, cette dynamique aura des conséquences sur la politique scolaire du Conseil Général tant pour la définition des zones de recrutement des collèges que pour l'organisation des transports scolaires. La mise en concurrence des établissements ne peut qu'accentuer un peu plus les fractures spatiales et sociales de notre département qui mérite mieux. Dans ce contexte on ne peut que se féliciter de la naissance de nouveaux collèges sur des territoires en évolution. Cependant que devient la compétence du conseil général dans la définition des zones de recrutement quand la carte scolaire est abandonnée par le gouvernement pour laisser la place à un « marché de l'éducation » ? Nous estimons **par conséquent nécessaire la création à l'échelle départementale d'un « observatoire des inégalités scolaires et spatiales »** où tous les acteurs (état, collectivités territoriales, parents, personnels) contribuant à l'exercice de la mission de service public, pourraient réfléchir et proposer des solutions cohérentes aptes à assurer partout la mixité sociale et un accès égalitaire au droit à l'éducation.

Nous tenons également à condamner avec la plus grande vigueur la « directive de la honte » et la politique conduite par le sinistre Hortefeux. Nous nous associons et apportons notre soutien à RESF, à la CIMADE et à toutes les organisations qui appellent à un autre traitement des migrations. Nous sommes indignés par les tentatives de les criminaliser, de la part d'un pouvoir qui cherche à rejeter sur d'autres l'énorme responsabilité qui est la sienne.

Vous comprendrez que nous jugions ces ajustements un peu justes et injustes eu égard aux injustices qu'ils pérennisent et aggravent. Nous déplorons que monsieur Darcos soit resté sourd à nos sollicitations, celle du CDEN comme toutes celles qui nous lui avons transmises via les élus du département. **Peut-être faudra-t- envisager de le « prendre à la cravate » pour qu'il daigne nous répondre favorablement, comme il vient de le faire en réponse aux demandes de Fadela Amara.** Pour toutes ces raisons, les écoles et les collèges sanctionnent la rentrée **Darcos par un carton rouge.....**